

Journal de Libye

Géopolitique et stratégie

N° 16 du 04 au 05.05.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

1 Les brèves

1-1 De Crem élargit encore la mission belge en Libye.

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

2-1 Condoléances : Tristesse et honte infinies face au meurtre de bébés.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Makhlouq : Quand la Lybie devient l'alibi !

3-2 Kamel LAKHDAR-CHAOUICHE : Deux généraux décryptent la crise libyenne.

3-3 Ley-Ngardigal Djimadoum : La croisade contre la Libye : une recolonisation impérialiste de l'Afrique

3-4 Peter Dale Scott : L'intérêt de la France à mettre un terme aux initiatives africaines de Kadhafi.

3-5 Peter Dale Scott : Le rôle des intérêts pétroliers et financiers dans cette guerre.

3-6 Peter Dale Scott : La guerre en Lybie, le pouvoir américain et le déclin du système des pétrodollars.

1 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information

Belgique

1-1 De Crem élargit encore la mission belge en Libye.

Le gouvernement a décidé d'élargir la mission militaire de la Belgique en Libye, faisant désormais intervenir son navire "Narcis" dans des opérations de déminage, alors qu'il se cantonnait auparavant à de la simple surveillance. Le coût de la mission ne devrait pas évoluer, sauf si sa durée est également élargie.

Le gouvernement a décidé lundi soir, lors d'un conseil des ministres électronique, d'élargir le mandat de l'engagement belge en Libye, révèle mercredi La Dernière Heure. Le Narcis, navire chasseur de mines, va désormais pouvoir entamer une mission de déminage, alors qu'il était cantonné à un rôle de surveillance afin de faire respecter l'embargo sur les armes imposé par l'Onu à la Libye.

"Le Narcis effectuera sa mission en collaboration avec les Néerlandais, qui ont déjà mis au jour trois mines", précise le porte-parole du ministre de la Défense Pieter De Crem (CD&V). Selon une note interne, les opérations de déminage se feront notamment dans les eaux territoriales libyennes afin de garantir l'accès à l'assistance humanitaire pour la population locale.

Le coût pour la Belgique reste inchangé, à 12 millions d'euros pour les trois mois d'engagement. Ce montant pourrait toutefois être revu à la hausse si le mandat belge est prolongé de trois mois, ce qui, d'après une source gouvernementale citée par La Dernière Heure, ne fait "presque aucun doute."

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Condoléances : Tristesse et honte infinies face au meurtre de bébés.

Au soir du premier mai, quelques heures après minuit des cowboys volants déguisés en anges protecteurs des civils survolaient le ciel de Tripoli en chantant l'hymne des marins us (*Vers les rivages de la tripolitaine*, sans cesse répété depuis deux siècles) quand ils ont repéré quatre cibles majeures dans l'arsenal militaire de Kadhafi...

Trois petits enfants dormants entre les bras d'un jeune oncle pacifique vêtu de Djellaba. Signalés au commandement de l'OTAN l'ordre des les abattre est revenu ferme :

Illuminez-les. Aucun Kadhafi ne doit rester vivant en Libye selon les vœux de Moustafa Abdeljalil .

L'autoproclamé président du conseil siégeant à Benghazi ne plaisante pas, il veut se venger de l'affront que Mouammar Kadhafi -son ancien maitre- lui a infligé en le privant d'exécuter les infirmières bulgares qu'il a condamné à mort par deux fois.

Le paradoxe est que ce sont les avions de Sarkozy qui tuent alors que c'est à sa demande que les infirmières bulgares ont été arrachées d'une mort certaine d'entre les mains de Moustafa Abdeljalil par le premier des Kadhafi ...

Ainsi l'aurore s'élève sur une tripolitaine en larmes jurant par tous les serments qu'elle fera perdre la guerre à ces cowboys volants et leurs agents locaux enfin démasqués comme elle l'a fait il y a deux siècles au traître Karamanli et aux marins de Philadelphie, premier bateau de guerre US en méditerranée....

Si l'histoire ne se répète jamais de la même manière c'est la douleur des pères et des mères ayant perdu leurs enfants surtout en bas âges qui demeure la plus touchante.

Cet acte est un crime de guerre et un crime contre l'humanité toute entière.

C'est pourquoi nous ne trouvons pas des mots assez forts pour exprimer nos condoléances A Aycha et Moamar Kadhafi, cette mère et ce père, ainsi que les autres membres de leur famille, tous les Kadhafi et tous les libyens qui ont perdu et risquent de perdre des être chers par ces agressions inhumaines qui prétendent être protectrices des civils

MSPL OMAR TAHAR

Ginette HESS SKANDRANI écologiste

Maria POUMIER universitaire

Dieudonne M'BALLAH M'BALLAH humoriste

Smaïn BETROUNI, NIAGUIS

Ahmed Moualek " La banlieue s'exprime"

Jacques LORD de LA RAGOTIERE

Sophie CRETEAUX Universitaire

Noël BRUNO étudiant

Alain LE COEUR ancien responsable de la commission transnationale des Verts

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Makhlouq : Quand la Lybie devient l'alibi !

Les peuples tunisien et égyptien ont fait tomber des despotes.

Leurs révolutions sont compréhensibles suite aux souffrances qu'ils ont endurées de la part de leurs dirigeants. Pour la Libye, le problème est autre. Et son bombardement ne fait qu'attiser la flamme du doute concernant les « intentions humanitaires » des Occidentaux sachant que d'autres révoltes auraient pu susciter également des interventions.

Mais on sait qu'à causes égales, les effets sont inégaux... telle est la devise de Septentrion.

Makhlouq

Mardi 3 Mai 2011

L'ONU, appelée le « machin » par le Général De Gaulle s'avère être, en fait, une « machine » à laquelle il faudrait rajouter, à juste titre, « ... de guerre ».

Sous le couvert de la légalité, lequel n'existe aucunement concernant

l'Etat d'Israël qui peut occire à volonté sans que le monde ne s'en émeuve, voici que l'organisation censée regrouper le monde dans la paix ne cesse d'assassiner des innocents. Elle l'a déjà fait en Irak, en organisant un embargo criminel causant la mort de plus de 500 000 enfants et prolonge ses méfaits en Afghanistan puis aujourd'hui en Lybie.

Et c'est mon sujet car c'est encore là que le bât blesse sérieusement !

Le monde arabe a enfin compris, au demeurant il n'est jamais trop tard pour bien faire, qu'il devait se débarrasser de ses dictateurs. Il a commencé le nettoyage épique en Tunisie, puis l'a continué en Egypte.

Mais dans ce dernier pays la révolution arabe a réussi à ôter les éléments mis en place par les puissances occidentales lesquelles n'avaient jamais cessé de favoriser les dictateurs estimant qu'ils constituaient des pions primordiaux mais surtout des idiots utiles et de bons traîtres pour leurs politiques d'exploitation et de néo colonisation.

Néanmoins, quelle que soit la puissance de l'occupant, quelle que soit la forme d'exploitation qu'il tente d'entreprendre celles-ci sont inopérantes face à la volonté et à la détermination d'un peuple. Et l'égyptien l'a montré. Les tyrans à la botte ont été chassés par la révolution populaire. Plus que Benali, Moubarak était un élément essentiel au Moyen-Orient, perdu, hélas pour elles, par les puissances occidentales, perdu aussi et surtout pour « la seule démocratie de la région ». C'est pourquoi il fallait trouver un substitut d'urgence en Méditerranée.

Quoi de mieux que la Libye ! Et ce pour plusieurs raisons :

— Le pays possède d'importantes réserves d'une richesse particulièrement convoitée : le pétrole

— Kadhafi est un ennemi d'Israël

— La Libye se situe en Méditerranée et pourrait remplacer l'Égypte perdue si d'aventure une révolution éclatait.

Que les peuples tunisien et égyptien s'insurgent, cela peut s'expliquer par la mal vie ou plutôt la survie sachant que leurs pays ne possèdent pas de richesses naturelles et que leurs dirigeants s'accaparaient du peu qu'ils pouvaient produire.

Mais c'est une toute autre histoire concernant la Libye car celle-ci :

— Possède un produit intérieur brut par habitant dépassant les 11 500 dollars et connu comme étant l'un des plus importants du monde.

— Connait la plus forte longévité d'Afrique puisqu'allant jusqu'à 72 ans pour l'homme et 76 ans pour la femme.

— Peut se vanter d'avoir un niveau socio-économique, un enseignement et un système de santé dépassant ceux du Canada.

— Voit ses bénéfices redistribués.

Certes, il manque au tableau ce que les Occidentaux adorent tout en l'appliquant de manière très fragmentaire et seulement lorsque cela les intéresse : la démocratie.

Certes, le Colonel Kadhafi a su tirer à son avantage la substantifique moelle de la rente pétrolière quoique sa richesse ne fût aucunement comparable à celles des deux autres larrons bien que le pays soit plus riche.

Certes, l'homme n'est pas un saint et qu'il est doublé d'un esprit pas très... catholique.

Toutefois, on comprend mal qu'un peuple pour le moins nanti, mangeant à sa faim, vivant matériellement de façon très confortable puisse se révolter au seul but de la « démocratie ». Je crois en la vocation des peuples à se libérer d'un tyran qui les dépossède, qui les martyrise, qui les fait souffrir mais à pas à celle de le faire pour la simple raison de pouvoir dire ce qu'ils pensent.

C'est pourquoi, la pseudo-révolution libyenne me paraît porter la marque de fabrication étrangère. Ce n'est pas un mouvement spontané, on ne peut donc pas parler de révolution au sens propre du terme.

Et le fait que l'OTAN, mandaté soi-disant, bombarde ce seul pays alors qu'il y avait eu autant de sang versé au début dans d'autres, prouve aisément que ce n'est pas pour protéger la population libyenne d'un carnage mais pour s'approprier les richesses par autre tyran inféodé et soumis à la botte occidentale.

Je ne crois ni aux bonnes intentions, ni à l'esprit humanitaire des dirigeants septentrionaux et encore moins aux défenseurs de la veuve et de l'orphelin qu'ils prétendent être. Tout cela n'est que pipeau. La Libye est un enjeu stratégique et énergétique qui ne leur a certainement pas échappé. Ils agissent uniquement avec cette idée en tête. Le bien des peuples ne les intéresse pas et il faut être bien niais, ou complice, pour le croire.

On ne libère pas un peuple s'il n'a pas la volonté de le faire lui-même.

Et je comprends mal que la France puisse être mêlée à pareille affaire.

Mais, sachant que notre Empereur n'agit qu'en tant que Vice-roi d'Israël, je peux comprendre qu'il engage nos troupes dans une guerre qui n'est pas la nôtre mais celle du petit Etat très démocratique du Moyen Orient.

A cela je voudrais ajouter qu'il est stupéfiant de constater que la gauche française ne s'émeuve aucunement à la suite des bavures de l'OTAN lesquelles ont toutefois emporté des enfants innocents... mais bon on nous chantera encore le couplet des « dégâts collatéraux » !

Au fait... cibler la mort d'un individu est considéré par le statut de Rome comme crime de guerre. L'OTAN, après avoir visé Kadhafi et tué sa famille, sera-t-elle jugée pour cela ?

Makhlouq

<http://www.alterinfo.net/Quand-la-Lybie-devient-l-alibi- a58263.html>

3-2 Kamel LAKHDAR-CHAUCHE : Deux généraux décryptent la crise libyenne.

CENTRE DE RECHERCHE STRATÉGIQUE ET SÉCURITAIRE À ALGER

«Le rôle de l'armée US dans la prise de décision politique» a fait, avant-hier, au siège du Centre de recherche stratégique et sécuritaire (Crss), à Ben Aknoun, l'objet d'une conférence-débat animée par le colonel à la retraite, **Hadj Bendoukha**. S'exprimant sans détour, il a soutenu que la position de l'Algérie à l'égard du présent conflit en

Libye est mal défendue. **Estimant que l'intervention de la coalition en Libye sous couvert de la résolution 1973 des Nations unies est inadmissible, l'ex-officier de l'ANP a soutenu qu'une telle «aventure» menace grandement la sécurité de la région.**

Devant une assistance, composée essentiellement d'ex-diplomates, ex-militaires et chercheurs, l'ex-officier a soutenu que «le plus important à la lumière du conflit libyen est sans nul doute, le fait d'éclairer l'opinion nationale en lui expliquant les enjeux avoués et inavoués, liés au conflit libyen». **Abdelkrim Ghrieb, ex-ambassadeur d'Algérie au Mali** a, quant à lui, fait savoir qu'aujourd'hui «il est plus que nécessaire de convaincre l'opinion nationale et lui expliquer la démarche incluant les intérêts suprêmes du pays». Décortiquant la question du conflit libyen en matière de retombées et dommages collatéraux, qu'ils soient internes ou externes, le général-major à la retraite, Abdelaziz Medjahed a soulevé des questions qui demeurent toutefois, sans réponse, en l'occurrence: **«Qu'on me fasse comprendre comment des manifestants se sont retrouvés avec des chars?»**.

Le général-major **Medjahed** a précisé que la cohésion de défense du peuple libyen est désormais, vulnérable. Selon lui, «il y a une partie du peuple libyen qui veut que l'Otan aille plus loin dans son intervention. Elle demande indirectement une intervention terrestre, d'une part, et, de l'autre, une autre partie du peuple, qui par intérêt ou par nationalisme, refuse l'intervention de la coalition et de l'Otan».

Par ailleurs, le général Abdelaziz Medjahed a affirmé que l'on assiste à «l'Afghanisation» du conflit libyen. Et de conclure: «Le Monde arabe en général ne peut disposer d'une autonomie de défense stratégique car sa sécurité relève de son intégration dans des cercles de défense externes».

A ce propos, le général-major a souligné, qu'aujourd'hui, «le Maghreb assiste au retour des ex-entreprises coloniales, prétendant émanciper les peuples». **«Dans le temps, les Occidentaux nous disaient qu'ils nous occupaient car ils voulaient nous civiliser. Aujourd'hui, ils nous détruisent sous prétexte qu'ils veulent nous libérer des dictatures.»** Et de poursuivre: **«Les Occidentaux possèdent un logiciel qu'ils appliquent aux Arabes: nous vous détruisons pour vous reconstruire.»**

Dans le même sillage, le général-major a ajouté qu'un officiel US avait annoncé devant des journalistes en 2007 que **«les Américains avaient orchestré un plan dès 2001 avec pour finalité l'imposition de leur tutelle et leur domination sur 7 pays: l'Irak, la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan, la Libye et l'Iran»**. Une analyse partagée par le colonel à la retraite, Hadj Bendoukha, indiquant que l'armée américaine a souvent déployé, dans le cadre de son fonctionnement, 65 à 75% de l'effectif militaire en dehors des frontières des Etats-Unis. Abondant dans le même sens, pour le général à la retraite, Nouredine Amrani, ces chiffres constituent un signe fort du caractère de belligérance américaine. Pour ce faire, il a signalé que sur les 12.800 étrangers qui travaillent au département de la Défense US, il se trouve, a-t-il dit qu'il y a 5000 Maghrébins qui ont été recrutés après le 11 Septembre pour décrypter des conversations.

Kamel LAKHDAR-CHAOUCHE

Dimanche 1 mai 2011

3-3 Ley-Ngardigal Djimadoum : La croisade contre la Libye : une recolonisation impérialiste de l'Afrique

Dr Ley-Ngardigal Djimadou est secrétaire général d'Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique (ce texte est extrait d'une déclaration)

(...) Dans la foulée des révolutions sociales en Tunisie et en Egypte qui ont conduit à la fuite des dictateurs Ben Ali et Hosni Moubarak, des manifestations ont agité le 17 février 2011, la ville de Benghazi à l'Est de la Libye.

Pourquoi la Libye et son dirigeant le Colonel Kadhafi suscitent-ils autant de branle bas de combat voire une surenchère et concurrence effrénée inter-impérialiste ? Le peuple libyen serait-il plus en danger de déni de démocratie et de mort que ceux du pré-carré français d'Afrique que constitué du Tchad, de la Centrafrique, du Burkina, du Togo, du Cameroun, du Gabon, du Congo, etc. ? Pourquoi le président Sarkozy continue-t-il à soutenir les dictateurs successifs de son arrière cour, imposés à ces pays par la France depuis cinquante ans ? L'Afrique serait-elle le terrain de prédilection des Etats impérialistes occidentaux au crépuscule de leur puissance pour affirmer leur force chancelante, s'octroyer une envergure de puissance internationale et pour certains retrouver leur statut de puissance coloniale et leur grandeur d'antan ? Les dirigeants africains continueraient-ils à humilier le continent en s'alignant systématiquement sur les positions des impérialistes ou en exécutant leurs oukases et autres diktats ? Pourquoi le pacte colonial d'asservissement ne devrait-il pas être rompu ? Après le complot impérialiste contre le président légitime de Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, c'est aujourd'hui le tour de Mouammar Kadhafi de subir l'ire de la Françafrique dirigée par le président français Sarkozy.

(...) La Libye est connue pour ses colossales réserves de pétrole et d'excellente qualité. Selon US Energy Information Administration de février 2011, ces réserves de pétrole libyennes sont estimées à 46,4 milliards de barils. La croisade militaire impérialiste dirigée par le président Sarkozy contre Kadhafi et le peuple libyen ne vise pas à s'accaparer uniquement de l'or noir. Il s'agit aussi de prendre le contrôle de l'eau et de la Banque centrale (monnaie).

(...) L'eau c'est la vie. Cette vérité a conduit les experts en géopolitique à affirmer que les futures guerres entre les états seraient celles pour le contrôle des ressources en eau. Les recherches pétrolières en Libye menées en 1953 ont permis de découvrir quatre grands bassins aquifères d'eau douce, dont l'un d'eux a une superficie de 350000 Km² et 2000 mètres de profondeur [Source: water-technology].

Faisant preuve d'une vision grandiose de l'avenir de son pays et du continent, le colonel Kadhafi nationalisa l'industrie pétrolière en 1969. Ce qui lui permettait de disposer des ressources financières importantes afin de financer tous les grands projets nationaux et panafricains, sans recourir aux prêts des banques internationales dirigées par les impérialistes. De plus, ces institutions financières occidentales posent des conditions d'octroi de crédit qui conduisent à l'asservissement des pays et portent atteinte à leur souveraineté. Cette première décision de nationalisation du secteur pétrolier est dès lors à l'origine de la guerre et du complot impérialiste contre le Guide. Le projet pharaonique «Great Man-Made River ou Grand fleuve artificiel (GMMR)», lancé en 1983, a duré 25 ans et a coûté 25 milliards de dollars (US). Les sommes engagées relèvent du secret d'Etat, mais les estimations vont de 35 à 80 milliards de dollars sur un quart de siècle.

Le GMMR a pour objectif d'alimenter en eau douce souterraine (eau fossile du Sahara, pompée par des centaines de puits de forage) le pays depuis le sud jusqu'à la côte méditerranéenne au nord, grâce à un réseau de 4000 km de tuyaux enfouis dans la terre. Chaque tuyau a 4 mètres de diamètre et 7,5 mètres de long. Ce fleuve artificiel fournit environ 6,4 millions de m³ d'eau par jour. Selon M. A. Abuain, directeur général, « les réserves permettent d'avoir une autonomie de consommation de 4151 années ». Grâce à ce projet du Guide, la Libye, pays désertique à 90% et où la pluviométrie est de 200 mm d'eau par an, est alimentée en eau potable, le désert reverdit et une agriculture moderne s'est développée permettant au pays d'acquérir l'autosuffisance alimentaire.

Conscients des enjeux de ce projet inédit, financé sans emprunt auprès des banques internationales, les dirigeants occidentaux et les médias à leur solde, toujours prompts à humilier, dénigrer, se moquer, injurier les leaders africains sont devenus aveugles, ignorant cette performance technologique et scientifique et surtout son importance dans le développement de la Jamahiriya. Certains n'hésitent pas à qualifier le projet GMMR comme étant la huitième merveille au monde. [Sources : [water-technology](#), [irc.nl](#) et Libération] N'en déplaise aux puissances impérialistes, elles doivent faire preuve d'honnêteté intellectuelle afin de reconnaître qu'en Afrique il y a au moins un dirigeant visionnaire, bâtisseur de « pyramides contemporaines » et mécène de développement. (...) La crise financière mondiale de 2008 a été un échec du système capitaliste qui le pousse à déclencher des guerres de rapine pour s'accaparer les ressources minières mais aussi à s'emparer des réserves d'or et de devises de la Libye. La Banque Centrale libyenne possède environ 144 tonnes d'or dans ses coffres. Ce qui fait d'elle une institution monétaire solide, crédible et indépendante des grandes institutions financières internationales telles que la Bank of International Settlements (BIS), le FMI, le Foreign Direct Investment (FDI). [Le Figaro 2 mars 2011]

Les institutions financières internationales, dirigées par un noyau des puissances capitalistes, accordent des prêts aux pays africains en imposant des conditions d'octroi (Plan d'ajustement structurel du FMI) qui appauvrissent les masses populaires et maintiennent les Etats africains emprunteurs sous domination impérialiste. La servitude coloniale se poursuit.

Le Colonel Kadhafi, dans sa vision d'indépendance et de développement harmonieux et constant de la « Jamahiriya » ou « Etats des Masses » et de toute l'Afrique, applique la « Théorie de la Monnaie d'état », c'est-à-dire la monnaie créée par les gouvernements et non par les banques privées qui dépouillent les emprunteurs par leurs profits exorbitants. La Banque centrale libyenne est cet effet l'instrument principal de cette politique d'indépendance nationale et l'antidote à cette politique de paupérisation des états africains et masses populaires. La Banque centrale est une institution de la Jamahiriya. Ses principales prérogatives sont « d'imprimer, de frapper et de réguler les billets et pièces de monnaies du Dinar libyen, de gérer et accorder des prêts ». Ayant la maîtrise absolue de sa monnaie, la Grande Jamahiriya Arabe populaire et Socialiste de Libye est un Etat africain réellement indépendant dans ses choix politiques, économiques et militaires et ne dépend pas de l'aide occidentale.

La Jamahiriya peut ainsi résister aux diktats des puissances impérialistes. Cette souveraineté de la Jamahiriya suscite admiration en Afrique et surtout auprès de la jeunesse. Grâce à cette politique monétaire de la Banque centrale, la Libye peut accorder facilement des prêts et financer à faibles coûts donc rentables et sans recourir aux prêts des banques étrangères ses projets de développement économiques conformes aux objectifs de « l'état des masses ».

La Bank of International Settlements (BIS) est une puissante institution bancaire internationale basée en suisse. Elle regroupe 56 grandes banques. La BIS est donc le régulateur des Banques centrales des Etats membres par conséquent leurs gouvernements, dépendants des décisions du BIS, n'ont pas les coudées franches pour mener une politique monétaires indépendante liée à une politique économique d'intérêt national. La Banque centrale libyenne n'étant pas membre du BIS, est indépendante des contraintes des puissances capitalistes et de leur bras armé, le BIS. Le Colonel Kadhafi utilise par conséquent librement les revenus du pétrole dans les grands projets de développement du pays et le bien-être social des masses populaires libyennes.

Le contrôle des Banques centrales des Etats par le système capitaliste financier impérialiste demeure au cœur de la guerre que ce dernier livre contre certains pays du sud non membre du BIS : Libye, Irak de Saddam Hussein, Syrie, Soudan, Iran... Une liste non exhaustive qui regroupe essentiellement les Etats que l'impérialisme étatsunien a déjà inscrit sur la liste des Etats terroristes. La coïncidence n'est pas fortuite car les dirigeants de ces pays mènent une politique indépendante et anti-impérialiste qui irrite les puissances impérialistes.

Cette indépendance monétaire de la Jamahiriya donne des insomnies aux puissances occidentales principalement à la France qui craint l'effet de contamination dans son pré-carré d'Afrique, sur lequel elle maintient l'immuable et abjecte domination coloniale. En effet, l'embastillement des anciennes Colonies Françaises d'Afrique (CFA), dans la Zone franc appelée FCFA, depuis le 26 décembre 1945, n'a jamais permis

aux 14 Etats africains membres de mener une politique de développement économique et d'échanges commerciaux avec les Etats hors Zone Franc sans le contrôle et l'intervention du Trésor français. Avec l'instauration de l'Euro, le 1er janvier 1999, et de manière impériale, la France a amarré toute la Zone FCFA à la zone monétaire de l'UE. Une dévaluation du franc CFA sans précédent a eu lieu au détriment des producteurs africains. D'ailleurs, évaluation unilatérale et autoritaire que montre un mépris à l'égard des 14 Etats africains (1 FCFA = 1,70 FF en 1945, 1 FCFA = 2,00 FF en 1948, 1 FCFA = 0,02 FF, 1 FCFA = 0,01 FF, 1 euro = 655,957 FCFA EN 1999) [Source : Bceao]

La France affirme ainsi ostensiblement sa domination coloniale. Dans son esprit, les 14 états de la zone FCFA demeurent encore des colonies. Ce comportement s'est traduit récemment par les bombardements du palais présidentiel de Côte d'Ivoire par les troupes françaises, suivis par le kidnapping du président insoumis et légitime Laurent Gbagbo. Selon certaines sources, la France serait passée à la phase ultime de son agression contre la Côte d'Ivoire lorsque le gouvernement Gbagbo aurait envisagé de battre une monnaie nationale suite aux mesures de rétorsion monétaires contre le pays instaurées par la France et suivies par les autres dirigeants serviles.

Les profits financiers et économiques exorbitants tirés par l'Hexagone au détriment des 14 pays africains de la Zone FCFA, incitent l'impérialisme français à tuer si nécessaire des milliers de noirs afin de conserver cette aubaine coloniale. La vie d'un nègre n'a aucune valeur s'il faudrait garantir les intérêts des capitalistes. Ce terrorisme d'Etat ordonné par le président Sarkozy en violation flagrante du droit international et resté impunis par les dirigeants africains et l'UA, le conduirait-il à diriger un second kidnapping du Colonel Kadhafi, après plus d'un mois de bombardements en cours de Tripoli ? L'absence de réactivité de l'organisation continentale, le mutisme malsain et complice de certains chefs d'Etat africains jettent un discrédit sur l'Afrique, qui devient ainsi un territoire où les impérialistes iraient dorénavant piller, tuer à volonté en toute quiétude.

La crise financière de 2008 du système capitaliste a mis en alerte les dirigeants occidentaux qui montrent un intérêt accru au système bancaire. Le contrôle des banques centrales nationales par les gouvernements semble être la meilleure solution contre les spéculateurs. Cependant, le principe de la libre concurrence et du marché libre demeurent la charpente idéologique du néolibéralisme. Les Etats capitalistes sont par conséquent limités dans leurs interventionnismes. Le contrôle immédiat, à bon marché et sans risques du système bancaire de la Jamahiriya par les puissances impérialistes est devenu un enjeu «économique». La prise de contrôle de la Banque centrale libyenne et des ressources pétrolières, permettrait aux impérialistes de combler leurs déficits publics. Après la Côte d'Ivoire, c'est sur la Libye que s'abattent les bombes des puissances occidentales afin de s'emparer des immenses réserves d'or de la Banque centrale libyenne.

Le Post publie un article d'Eric Encina posté sur le Market Oracle qui confirme l'origine du contrôle monétaire de la guerre impérialiste contre la Libye en ces termes: « L'un des problèmes majeurs pour les cartels bancaires mondialistes c'est que pour faire des affaires avec la Libye ils doivent passer par la Banque Centrale de Libye et sa monnaie nationale un endroit où ils n'ont absolument aucun pouvoir ou capacité de prendre le pouvoir. Donc, détruire la Banque Centrale de Libye n'apparaît probablement pas dans les discours d'Obama Cameron et Sarkoz, mais c'est certainement au sommet de l'agenda mondialiste d'absorber la Libye dans son giron de nations dociles» [Sources : opinion-maker cité par Le Post]

L'hostilité des Etats impérialistes capitalistes aux nationalisations, notamment du secteur bancaire, s'explique par la perte des profits financiers et le contrôle économique des états africains. À ce sujet, M. Henri Liu écrit : « En appliquant la Théorie de la Monnaie d'Etat tout gouvernement peut financer avec sa propre monnaie tous ses besoins de développement domestiques pour maintenir le plein emploi sans inflation» [Source: Asia Times Online 2002 in La Post 2011]. Dans ce même article intitulé : «The BIS vs national banks» M. Henri Liu affirmait : « Les règles de la BIS servent un seul but celui de renforcer le système bancaire privé international en mettant même en danger l'économie des nations. La BIS fait aux systèmes bancaires nationaux ce que le FMI a fait aux systèmes monétaires nationaux. Les économies nationales ne servent plus les intérêts nationaux à cause de la mondialisation financière. «...Le FDI (Foreign Direct Investment-Investissement Direct Etranger) chiffré en monnaies étrangères, principalement le Dollar, a condamné de nombreuses économies nationales à développer leurs exportations de façon déséquilibrée ceci principalement pour verser des intérêts en Dollars au FDI avec très peu de bénéfice pour les économies domestiques. »

Outre le métal précieux jaune de la Banque centrale, la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste du Colonel du guide Mouammar Kadhafi, dispose d'environ 200 milliards de dépôts de réserves de pétrodollars libyens dans les pays occidentaux. En déclenchant cette guerre de rapine « décomplexée » avec la complicité du Conseil de sécurité, les puissances impérialistes feront main basse sur l'argent liquide, les dépôts libyens dans leurs banques. C'est du vol impérialiste à ciel ouvert et institutionnalisé par le Conseil de sécurité dirigé par ces mêmes Etats guerriers et belliqueux. Leurs Trésors publics deviendraient alors excédentaires, leurs déficits et dettes publiques colossales disparaîtraient. L'argent facile volé et la prospérité des Etats impérialistes occidentaux au détriment des pays d'Afrique sont des crimes contre l'humanité pour lesquels les victimes ont le droit de s'opposer par tous les moyens. C'est une question de survie des peuples.

Les puissances impérialistes brûlaient d'impatience pour en découdre militairement avec le Guide Kadhafi qui mène une campagne très active, en vue de la création d'une monnaie unique africaine. Les révoltes sociales en Tunisie et en Egypte voisines ont été le détonateur pour déclencher la guerre. Si les Camarades Communistes, révolutionnaires, socialistes et autres forces progressistes triomphaient, ils imposeraient une orientation socialiste aux révoltes socialistes. Les deux pays formeraient avec la Jamahiriya un axe anti-impérialiste et socialiste puissant qui porterait atteinte aux intérêts capitaliste des puissances occidentales, qui ont maintenu au pouvoir

pendant plusieurs décennies leurs amis dictateurs Ben Ali et Moubarak. Cet axe se renforcerait et s'étendrait incontestablement en Afrique subsaharienne et dans le monde Arabe. Le projet du Guide Kadhafi de la création d'une Banque centrale et d'une monnaie communes en Afrique se concrétiserait.

La course contre la montre est engagée. En effet, le Commandant en Chef de la croisade impérialiste contre la Libye voudrait à tout prix conserver sa Zone monétaire du FCFA. Il ordonna et ouvrit la campagne de bombardement de la Libye par l'aviation de la coalition depuis le 19 mars, faisant plusieurs centaines de morts civils et blessés.

Dans sa quête de l'indépendance totale de l'Afrique de la domination monétaire du « Dollar US et de l'Euro », le Colonel Kadhafi suggère la création d'une Zone monétaire « Dinar Or » Selon un article russe intitulé « Bombing in Libye-Punishment for Kadhafi for His Attempt to Refuse US Dollar » ou Bombardement en Libye - Punition pour Kadhafi pour avoir essayé de refuser le dollar US, Kadhafi a osé prendre l'initiative de refuser le Dollar et l'Euro et a appelé les nations arabes et africaines à utiliser une nouvelle monnaie à la place le « Dinar Or ». Kadhafi a suggéré d'établir un continent africain unifié dont les 200 millions d'habitants utiliseraient une seule monnaie [Sources : opinion-maker cité par Le Post]

Ce pertinent projet du Guide Kadhafi, réitérée en 2010, a toujours été approuvé par les populations, notamment par la jeunesse et la plupart des chefs d'Etat d'Afrique. Dans le monde arabe, cette idée a aussi reçu un écho favorable. Force est de constater avec amertume que les seuls opposants à ce projet sont la République d'Afrique du Sud et le secrétaire Général de la ligue arabe, Amr Moussa. Pour la France, c'est un projet très dangereux qui lui ferait perdre son pré carré d'Afrique et sa Zone FCFA, véritable « vache à devises » c'est-à-dire pourvoyeuse de devises étrangères au Trésor français et à la Banque de France par un pacte colonial d'asservissement.

À ce sujet, dans un article de Julien N'kolo Reteno d'Attac Gabon, paru en mai 2010 sur le site d'Attac France et intitulé « Le Franc CFA, monnaie ou instrument de domination ? », nous pouvons lire le pillage monétaire de l'Afrique par la France et son enrichissement sur le dos des africains : «...Tous les pays de la zone CFA, selon le texte original, se voient dotés d'un compte d'opérations au Trésor Public Français, compte sur lequel leurs réserves externes sont créditées en cas d'excédent, ou débitées dans le cas contraire. Et au prétexte qu'elle garantit tout risque de change sur le franc CFA, la Banque de France prélève 65% des réserves de chaque compte d'opérations, en n'hésitant donc pas à s'enrichir sur le dos de pays pourtant dits pauvres !

Accessoirement, il conviendrait de rappeler que les 35% restant sur les réserves des comptes d'opération, sont d'office alloués au remboursement de la dette, ce qui limite les marges de manœuvres le cas échéant dans les Pays de la Zone Franc, quand il est question de mener des politiques volontaristes en matière de santé ou d'éducation par exemple. Il s'agit de se rendre compte que la politique monétaire, et donc la politique économique des pays de la zone CFA se décide à Paris, et seulement par Paris !»

Les impérialistes assènent au public les contrevérités suivantes : «l'aide généreuse de la France à l'Afrique pour enrayer la pauvreté ». Cependant face à ce pillage monétaire institutionnalisé le 26 décembre 1945, nous sommes en droit d'affirmer que cette litanie de la Françafrique est une imposture intellectuelle afin de se donner bonne conscience.

L'initiative du Colonel Kadhafi de créer une Zone monétaire africaine trouve donc une opposition acharnée des impérialismes étatsunienne et européenne. Pour ces derniers, les plus durs de ces Etats insoumis seraient la Libye et l'Irak, les deux qui ont été attaqués. Kenneth Schortgen, Jr, qui écrit dans Examiner.com, a noté que « 6 mois avant que les Etats Unis n'entrent en Irak pour déloger Saddam Hussein ce pays producteur de pétrole avait accepté des Euros à la place de Dollars en paiement du pétrole et cela est devenu une menace à la domination mondiale du Dollar comme monnaie étalon et son empire du pétro dollar. »[Source: Le Post, <http://ellenbrown.com>]

Au sein de l'UE, le président Sarkozy est le plus déterminé et hargneux dans la croisade militaire qu'il dirige contre le Colonel Kadhafi. Le dirigeant français qui a accueilli avec faste le Guide libyen en 2007 a dit de la Libye qu'elle était une menace pour la sécurité financière de l'humanité. [<http://kir-t34.livejournal.com/14869.html> ou <http://kir-t34.livejournal.com/14140.html>] Il est évident que si le projet de la zone « Dinar Or » se concrétisait puis suivi de la création des Etats-Unis d'Afrique autre projet cher au Guide Kadhafi, le continent africain deviendrait la future hyper puissance du siècle prochain. La fin des pillages et de l'exploitation coloniale de l'Afrique par les puissances impérialistes actuelles amorcerait leur « déclin ». Cette perspective sombre soulève l'ire de ces dernières. Les guerres qu'elles ont déclenchées successivement en Côte d'Ivoire et en Libye seraient le début de leur baroud d'honneur ?

La perte des empires monétaires euro et dollar, mobilise les deux entités impérialistes du monde qui se sont liguées aujourd'hui pour la circonstance contre la Libye. Cependant, les rivalités peuvent surgir entre les alliés en cas de concurrence entre pétro-dollar et pétro-euro. Ce fut le cas en 2003 lors de la guerre impérialiste contre l'Irak.

Les Africains conscients de l'avenir du continent se doivent d'être solidaires du Guide Kadhafi contre les impérialistes guerriers. Hurler avec ces derniers, c'est hurler avec les loups, c'est faire preuve de haute trahison. Le contrôle des Banques centrales par les puissances impérialistes contre la Libye, se traduit par le soutien monétaire apporté par ces dernières au CNT de Benghazi. À peine après avoir occupé Benghazi, nous apprenons que les insurgés « ont créé » leur Banque centrale qui est en réalité une création des impérialistes envahisseurs qui la contrôlent et la gèrent. Ils l'utiliseraient comme plateforme afin d'exploiter et de piller les ressources du pétrole de la zone sous administration déléguée du CNT. Les importantes réserves de pétrole de la

Cyrénaïque conduiraient les occupants impérialistes à proclamer une République bananière dans l'hypothèse d'une incapacité à évincer militairement le Colonel Kadhafi du pouvoir.

La tribune des trois chefs d'états Obama-Sarkozy-Cameron parue dans plusieurs journaux en Anglais, français et Arabes martèle: « Mais il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi (...) » [Le Figaro du 15 mars 2011]. Ces dirigeants, qui représenteraient à eux trois la prétendue « Communauté internationale » décident de violer la résolution 1973 qui ne vise que la protection des populations civiles, en y adjoignant pour les besoins de leur objectif de recolonisation de l'Afrique, l'élimination du Guide Kadhafi en fomentant une rébellion armée le CNT, en vue d'une éventuelle scission du pays dotée d'une Banque centrale.

Dans le Journal « Economic Policy Journal » Robert Wenzel écrit : « Je n'ai jamais entendu parler auparavant d'une banque centrale créée juste après quelques semaines d'un soulèvement populaire. Ceci veut dire que nous avons à faire à autre chose qu'un groupe de rebelles déguenillés courant partout et qu'il y a derrière des influences plutôt subtiles ». Qui oserait encore nier les faux prétextes humanitaires de la guerre impérialiste de recolonisation et de contrôle des ressources naturelles de la Jamahiriya ?

Ley-Ngardigal Djimadoum

2011-05-02,

Numéro [187](#)

3-4 Peter Dale Scott : L'intérêt de la France à mettre un terme aux initiatives africaines de Kadhafi.

L'initiative des frappes aériennes semble être venue initialement de France, avec un soutien précoce de la Grande Bretagne. Si Kadhafi était parvenu à créer une Union africaine soutenue par la monnaie et les réserves d'or de la Libye, la France, qui reste le pouvoir économique prédominant dans la plupart de ses anciennes colonies centre-africaines, aurait été la grande perdante. D'ailleurs, un rapport de Dennis Kucinich aux Etats-Unis a corroboré l'assertion de Franco Bechis en Italie, transmise par le *Réseau Voltaire* en France, selon laquelle « des plans pour déclencher la rébellion de Benghazi furent initiés par les services de renseignement français en novembre 2010. »²¹

Si l'idée d'attaquer la Libye provient de la France, Obama a rapidement soutenu les plans français visant à contrecarrer l'initiative africaine de Kadhafi avec sa déclaration unilatérale d'une urgence nationale, nécessaire pour geler l'intégralité des 30 milliards de dollars de la Banque de Libye auxquels les Etats-Unis avaient accès. (Cette opération fut rapportée de manière trompeuse dans la presse U.S. comme étant un gel des fonds du « Colonel Kadhafi, de ses enfants et de sa famille, ainsi que des membres importants du gouvernement libyen »²² Mais en réalité la seconde section du décret d'Obama visait explicitement « Toutes les propriétés et intérêts [...] du Gouvernement de Libye, ses agences, ses représentants et ses entités sous son contrôle, ainsi que la Banque Centrale de Libye. »²³) Alors que ces dernières années les Etats-Unis ont activement utilisé des armes financières, cette confiscation de 30 milliards de dollars, « la plus importante somme gelée par une sanction ordonnée par les Etats-Unis », avait un précédent : la confiscation – potentiellement illégale, et résultante certaine d'une conspiration – des actifs iraniens en 1979 au nom de la Chase Manhattan Bank alors menacée.²⁴ Les conséquences, pour l'Afrique autant que pour la Libye, de ce gel de 30 milliards de dollars ont été clairement expliquées par une observatrice africaine :

« Les 30 milliards de dollars U.S. gelés par M. Obama appartiennent à la Banque Centrale de Libye et ont été affectés en tant que contribution libyenne à trois projets clés qui auraient ajouté les touches finales à la fédération africaine – la Banque Africaine d'Investissement à Syrte en Libye ; l'établissement en 2011 du Fond Monétaire Africain qui devait être basé à Yaoundé avec un fonds de capitaux de 42 milliards de dollars ; enfin la Banque Centrale Africaine située à Abuja au Nigéria, qui lorsqu'elle commencera à imprimer de l'argent africain sonnera le glas du franc CFA grâce auquel Paris a réussi à maintenir son emprise sur certains pays africains durant ces cinquante dernières années. Il est aisé de comprendre la colère de la France contre Kadhafi. »²⁵

Cette même observatrice énonce les raisons qui la portent à croire que les plans de Kadhafi pour l'Afrique ont été plus bienveillants que ceux de l'Occident :

« Ceci débuta en 1992, lorsque 45 nations africaines établirent la RASCOM (Organisation Régionale Africaine de Communications par Satellite) qui aurait ainsi fourni à l'Afrique son propre satellite et aurait réduit les coûts des communications dans le continent. C'était à une époque où les appels téléphoniques vers et depuis l'Afrique étaient les plus chers du monde à cause de la redevance de 500 millions de dollars U.S. empochée par l'Europe pour l'utilisation de ses satellites – comme Intelsat – pour les conversations téléphoniques, incluant celles au sein d'un même pays.

Un satellite africain coûtait seulement un paiement unique de 400 millions de dollars U.S., et ainsi le continent n'aurait plus à payer une location de 500 millions de dollars annuels. Quel banquier n'aurait-il pas financé un tel projet ? Mais le problème demeurerait – comment des esclaves, cherchant à s'émanciper de l'exploitation de leurs maîtres, peuvent-ils demander de l'aide à ces derniers pour obtenir cette liberté ? Sans surprises, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, les Etats-Unis et l'Europe ont seulement fait de vagues promesses durant 14 ans. Kadhafi mit fin à ces futilités appels aux 'bienfaiteurs' occidentaux et leurs taux d'intérêts exorbitants. Le Guide libyen mit 300 millions de dollars U.S. sur la table ; la Banque Africaine de Développement ajouta 50 millions de dollars de plus et la Banque de Développement de l'Afrique de l'Ouest 27 millions

supplémentaires – et c'est de cette manière que l'Afrique obtint son premier satellite de communications le 26 décembre 2007. »²⁶

Je ne suis pas en position de corroborer l'ensemble de ses assertions. Néanmoins, pour ces raisons et pour bien d'autres encore, je suis persuadé que les actions occidentales en Libye ont été conçues pour contrecarrer les plans de Kadhafi aspirant à instaurer une Afrique véritablement postcoloniale, et pas seulement ses actions contre les rebelles à Benghazi.

Conclusion

Je dois conclure de toute cette confusion et de ces déformations que les Etats-Unis sont en train de perdre leur capacité d'imposer et de maintenir la paix, aussi bien lorsqu'ils agissent seuls qu'avec leurs alliés nominaux. Je proposerais, si ce n'est au moins pour stabiliser et abaisser les prix du pétrole, qu'il est dans les meilleurs intérêts des Etats-Unis de se joindre à Ban Ki-Moon et au Pape pour appuyer un cessez-le-feu immédiat en Libye. Négocier un cessez-le-feu induira certainement des problèmes, mais l'alternative probable à mettre fin à ce conflit est le cauchemar de le voir inexorablement s'aggraver. Les Etats-Unis sont déjà arrivés à cette situation, avec des conséquences tragiques. Nous ne voulons pas subir des pertes similaires au nom du système injuste des pétrodollars, dont les jours pourraient d'ailleurs être comptés.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement la relation des Etats-Unis avec la Libye, mais également avec la Chine. L'ensemble de l'Afrique est un espace où l'Occident autant que les pays des BRIC investiront. Il est attendu qu'à elle seule, la Chine assoiffée de ressources investira annuellement 50 milliards de dollars en 2015, une somme (financée par le déficit commercial des Etats-Unis avec la Chine) que l'Occident ne peut pas dépenser.²⁷ La coexistence pacifique de l'Est et de l'Occident dépendra de la capacité occidentale à accepter une diminution graduelle de son influence là-bas, sans avoir recours à des stratagèmes fourbes (comparables au stratagème franco-anglais à Suez en 1956) visant à maintenir cette influence.

Dans le passé, les transitions d'hégémonie globale ont été marquées par des guerres, par des révolutions, ou par les deux en même temps. La prévalence, à l'issue de deux guerres mondiales, de l'hégémonie américaine sur l'hégémonie britannique constitua une transition entre deux pouvoirs qui étaient essentiellement alliés et culturellement proches. Le monde entier a un immense intérêt à s'assurer que la transition difficile vers un ordre dans lequel les Etats-Unis ne sont plus hégémoniques sera réalisée aussi pacifiquement que possible.

Peter Dale Scott

Article original : [The Libyan War, American Power and the Decline of the Petrodollar System](#), publié le 29 avril 2011.

Traduction : Maxime Chaix

Notes de l'auteur

¹ « McCain calls for stronger NATO campaign », *monstersandcritics.com*, 22 avril 2011, [lien](#).

² Ed Hornick, « Arming Libyan Rebels: Should U.S. Do It? » CNN, 31 mars 2011.

³ « Countries Agree to Try to Transfer Some of Qaddafi's Assets to Libyan Rebels », *New York Times*, 13 avril 2011, [lien](#).

⁴ « President Obama Wants Options as Pentagon Issues Warnings About Libyan No-Fly Zone », ABC News, 3 mars 2011, [lien](#). Auparavant, le 25 février, Gates mit en garde sur le fait que les Etats-Unis devraient éviter de s'engager dans d'autres guerres au sol comme celles combattues en Irak et en Afghanistan, [et] qu'ils ne devraient pas oublier les difficiles leçons apprises de ces conflits :

« Selon moi, chaque futur secrétaire à la Défense qui conseillera au Président d'envoyer une nouvelle fois une grosse armée américaine au sol en Asie ou au Moyen-Orient ou en Afrique devra 'passer un examen de la tête', comme le général MacArthur l'avait dit si délicatement » (*Los Angeles Times*, 25 février 2011, [lien](#)).

⁵ Alan J. Kuperman, « False Pretense for War in Libya? » *Boston Globe*, 14 avril 2011.

⁶ La disparité de revenus aux Etats-Unis, mesurée par son coefficient de Gini, est à présent parmi les plus importantes du monde avec le Brésil, le Mexique et la Chine. Voir Kevin Phillips, *Wealth and Democracy*, pp. 38, 103 ; Greg Palast, *Armed Madhouse* (New York : Dutton, 2006), p. 159.

⁷ C'est le sujet de mon livre *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp. 4-9.

⁸ Anthony Cave Brown, *Oil, God, and Gold* (Boston : Houghton Mifflin, 1999), p. 213.

⁹ Peter Dale Scott, *American War Machine: Deep Politics, the CIA Global Drug Connection, and the Road to Afghanistan* [Rowman & Littlefield, 2010], p. 32. On pourrait également citer l'expérience de la Troisième République française et la Banque de l'Indochine ou les Pays Bas et la Compagnie néerlandaise des Indes orientales.

¹⁰ Elizabeth Longford, *Jameson's Raid: The Prelude to the Boer War* (Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1982) ; *The Jameson Raid: a centennial retrospective* (Houghton, Afrique du Sud : Brenthurst Press, 1996).

¹¹ Les documents de Wikileaks d'octobre et de novembre 2002 révèlent que Washington nouait des accords avec les compagnies pétrolières avant l'invasion de l'Irak, et que le fait pour le gouvernement britannique d'exercer du lobbying au nom de BP était inclus dans ces accords (Paul Bignell, « Secret memos expose link between oil firms and invasion of Iraq » *Independent* (Londres), 19 avril 2011, repris par *ReOpen911*).

¹² Reuters, 23 mars 2011.

¹³ Saman Mohammadi, « The Humanitarian Empire May Strike Syria Next, Followed By Lebanon And Iran », *OpEdNews.com*, 31 mars 2011.

¹⁴ « Halliburton Eager for Work Across the Mideast » *International Oil Daily*, 7 mai 2003.

¹⁵ « Gaddafi offers Libyan oil production to India, Russia, China » Agence France-Presse, 14 mars 2011, [lien](#).

¹⁶ Peter Dale Scott, « Bush's Deep Reasons for War on Iraq: Oil, Petrodollars, and the OPEC Euro Question » ;

Peter Dale Scott, *Drugs, Oil, and War* (Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 2003), pp. 41-42 : « De ces développements ont émergé des phénomènes jumeaux, sous-tendant le 11-Septembre, d'un unilatéralisme U.S. triomphaliste d'un côté, et d'un endettement global du tiers monde de l'autre. Les accords secrets augmentèrent l'interdépendance entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite au détriment de la courtoisie internationale qui avait été la base de la prospérité des Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale ». Voir Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, (Paris : Editions Demi-Lune, 2010), p. 37.

¹⁷ « Globalists Target 100% State Owned Central Bank of Libya », [lien](#).

¹⁸ Ellen Brown, « Libya: All About Oil, or All About Banking », *Reader Supported News*, 15 avril 2011.

¹⁹ Peter Dale Scott, « Bush's Deep Reasons for War on Iraq: Oil, Petrodollars, and the OPEC Euro Question » ; citant « Islamic Gold Dinar Will Minimize Dependency on US Dollar », *Malaysian Times*, 19 avril 2003.

²⁰ « Gold key to financing Gaddafi struggle », *Financial Times*, 21 mars 2011, [lien](#).

²¹ Franco Bechis, « La France préparait depuis novembre le renversement de Kadhafi », *Réseau Voltaire*, 25 mars 2011. Cf. le député au Congrès des Etats-Unis Dennis J. Kucinich, « November 2010 War Games: 'Southern Mistral' Air Attack against Dictatorship in a Fictitious Country called 'Southland' », *Global Research*, 15 avril 2011, [lien](#) ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 mars 2011.

²² *New York Times*, 27 février 2011.

²³ Ordre Exécutif du 25 février 2011, citant la loi *International Emergency Economic Powers Act* (50 U.S.C. 1701 et suiv.) (IEEPA), la loi *National Emergencies Act* (50 U.S.C. 1701 et suiv.) (NEA), et la section 301, titre 3, *United States Code*, qui permet de saisir l'ensemble des biens du Gouvernement libyen, 25 février 2011, [lien](#). L'autorité conférée au Président par l'*International Emergency Economic Powers Act* « peut seulement être exercée dans le but de gérer une menace inhabituelle et extraordinaire au sujet de laquelle une urgence nationale a été déclarée dans les objectifs du présent chapitre et ne peut être exercée pour d'autres motifs. » (50 U.S.C. 1701).

²⁴ « Billions Of Libyan Assets Frozen », *Tropic Post*, 8 mars 2011, [lien](#) ; Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, (Paris : Editions Demi-Lune, 2010), pp. 123-137 (le gel des avoirs iraniens).

²⁵ « Letter from an African Woman, Not Libyan, On Qaddafi Contribution to Continent-wide African Progress, Oggetto: ASSOCIAZIONE CASA AFRICA LA LIBIA DI GHEDDAFI HA OFFERTO A TUTTA L'AFRICA LA PRIMA RIVOLUZIONE DEI TEMPI MODERNI », *Vermont Commons*, 21 avril 2011, [lien](#). Cf. Manlio Dinucci, « Financial Heist of the Century: Confiscating Libya's Sovereign Wealth Funds (SWF) », *Global Research*, 24 avril 2011, [lien](#).

²⁶ Ibid. Cf. « The Inauguration of the African Satellite Control Center », *Libya Times*, 28 septembre 2009, [lien](#) ; Jean-Paul Pougala, « The lies behind the West's war on Libya » *Pambazuka.org*, 14 avril 2011.

²⁷ Leslie Hook, « China's future in Africa, after Libya », *blogs.ft.com*, 4 mars 2011 (50 milliards de dollars). En 2010, le déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine était de 273 milliards de dollars.

Peter Dale Scott est docteur en sciences politiques, professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Californie (Berkeley) et ancien diplomate canadien. *The Road to 9/11* est son unique livre traduit en français, récemment publié aux Editions Demi-Lune sous le titre *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, 50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis*. Cet ouvrage a fait l'objet d'une [recension élogieuse](#) de la part du général d'armée aérienne (5 étoiles) Bernard Norlain dans la prestigieuse *Revue Défense Nationale* de mars 2011.

American War Machine : Deep Politics, the CIA Global Drug Connection, and the Road to Afghanistan est le dernier livre de Peter Dale Scott, récemment publié en anglais chez Rowman & Littlefield. On compte notamment parmi ses ouvrages précédents *Drugs Oil and War* et *The War Conspiracy: JFK, 9/11, and the Deep Politics of War*. Son site web, qui contient nombre de ses écrits, est <http://www.peterdalescott.net>.

Citation recommandée : Peter Dale Scott, « The Libyan War, American Power and the Decline of the Petrodollar System », *The Asia-Pacific Journal* Vol. 9, Issue 18 No. 2, 2 mai 2011.

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=24571>

3-5 Peter Dale Scott : Le rôle des intérêts pétroliers et financiers dans cette guerre.

Dans *American War Machine*, j'écris comment :

« A travers une dialectique apparemment inévitable, [...] la prospérité dans les Etats importants a encouragé l'expansion, et celle-ci a créé au sein des Etats dominants des disparités de revenus grandissantes.⁶ Dans ce processus, l'Etat dominant lui-même a été altéré, puisque ses services publics furent progressivement appauvris dans le but de renforcer des arrangements sécuritaires bénéficiant à peu de personnes tout en opprimant la majorité.⁷

Ainsi, pendant de nombreuses années, les affaires étrangères de l'Angleterre en Asie en sont arrivées à être conduites en grande partie par la Compagnie anglaise des Indes orientales [...]. D'une façon similaire, l'entreprise américaine Aramco, représentant un consortium composé des majors pétrolières Esso, Mobil, Socal et Texaco, conduisit sa propre politique étrangère en Arabie, disposant de connexions privées avec la CIA et le FBI.⁸ [...]

De cette manière, la Grande Bretagne et les Etats-Unis ont hérité de politiques qui, lorsqu'elles furent adoptées par les Etats métropolitains, devinrent inamicales à l'ordre public et à la sécurité.⁹

Dans les derniers stades du pouvoir hégémonique, l'on observe de plus en plus d'interventions brutes menées pour des intérêts restreints, sabordant les efforts antérieurs aspirant à la création d'institutions internationales stables. Prenons en considération le rôle du raid Jameson – qui résultait d'une conspiration – dans la République sud-africaine des Boers à la fin de l'année 1895. Ce raid, conçu pour favoriser les intérêts de Cecil Rhodes,

contribua à engendrer la Seconde Guerre des Boers.¹⁰ Ou envisageons la conspiration franco-anglaise avec Israël en 1956, fomentée dans une tentative absurde et vaine de garder le contrôle du Canal de Suez. A présent considérons les efforts de lobbying des majors pétrolières comme étant des facteurs de l'entrée en guerre des Etats-Unis au Vietnam (1961), en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).¹¹ Bien que le rôle des compagnies pétrolières dans l'implication des Etats-Unis en Libye reste obscure, il est quasiment certain que les réunions de la Commission d'études énergétiques de Dick Cheney ne traitaient pas seulement des réserves pétrolières sous-exploitées de l'Irak, mais également de celles de la Libye – estimées à environ 41 milliards de barils, soit environ un tiers des réserves de l'Irak.¹²

Ensuite, certains à Washington s'attendaient à ce qu'une rapide victoire en Irak soit suivie par des attaques similaires contre la Libye et l'Iran. Il y a quatre ans, le général Wesley Clarke a déclaré à Amy Goodman sur *Democracy Now* que peu après le 11-Septembre, un général au Pentagone l'informa que de nombreux pays seraient attaqués par l'armée des Etats-Unis. La liste incluait l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Iran.¹³ En mai 2003 John Gibson, directeur général de la division Services énergétiques de l'entreprise Halliburton, déclara dans un entretien avec *l'International Oil Daily* : « Nous espérons que l'Irak sera le premier domino et que la Libye et l'Iran suivront. Nous n'aimons pas être mis à l'écart des marchés car cela donne à nos concurrents un avantage déloyal. »¹⁴

Il est également de notoriété publique que la résolution 1973 de l'ONU imposant le 17 mars une zone de non-survol suivait de peu la menace publique proférée par Kadhafi le 2 mars d'exclure les compagnies pétrolières occidentales de Libye ; de même qu'elle suivait son invitation faite le 14 mars aux firmes russes, chinoises et indiennes à produire le pétrole libyen à leur place.¹⁵ De façon significative, la Chine, la Russie et l'Inde (rejoints par le Brésil, leur allié parmi les BRICS) se sont abstenus durant le vote de la Résolution 1973.

La question du pétrole est étroitement liée à celle du dollar, car le statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale dépend largement de la décision de l'OPEP de libeller les achats du pétrole de l'OPEP en dollars. L'économie actuelle des pétrodollars se fonde sur deux accords secrets passés durant les années 1970 avec les Saoudiens pour recycler les pétrodollars dans l'économie des Etats-Unis. Le premier de ces accords assurait une participation spéciale et durable de l'Arabie saoudite dans la santé du dollar U.S. ; le second sécurisait un soutien saoudien continu pour la tarification de l'intégralité du pétrole de l'OPEP en dollars. Ces deux accords garantissaient que l'économie des Etats-Unis ne serait pas affaiblie par les hausses de prix du pétrole de l'OPEP. Depuis lors, le plus lourd fardeau a en fait été porté par les économies des pays les moins développés, qui doivent acheter des dollars pour leurs fournitures en pétrole.¹⁶

Comme Ellen Brown l'a relevé, d'abord l'Irak et ensuite la Libye ont décidé de défier le système des pétrodollars et de stopper leurs ventes de pétrole en dollars, peu avant que ces deux pays ne soient attaqués :

« Kenneth Schortgen Jr., écrivant pour *Examiner.com*, remarqua que '[s]ix mois avant l'entrée des Etats-Unis en Irak pour faire chuter Saddam Hussein, cette nation pétrolière avait entrepris la démarche d'accepter les euros au lieu des dollars pour son pétrole, et cela devint une menace pour l'hégémonie globale du dollar en tant que monnaie de réserve, et pour sa domination en tant que pétrodollar'.

Selon un article russe intitulé 'Bombardement de la Libye – La punition de Kadhafi pour sa tentative de refuser le dollar U.S.', Kadhafi a entrepris une même démarche audacieuse : il initia un mouvement destiné à refuser le dollar et l'euro, et appela les nations arabes et africaines à utiliser à la place une nouvelle monnaie, le dinar or. Kadhafi suggéra d'établir un continent africain uni, avec ses 200 millions de personnes utilisant cette monnaie commune... Cette initiative était perçue négativement par les Etats-Unis et l'Union européenne, le Président français Nicolas Sarkozy qualifiant la Libye de menace pour la sécurité financière de l'humanité ; mais Kadhafi continua d'appuyer la création d'une Afrique unie.

Et cela nous ramène à l'énigme de la banque centrale libyenne. Dans un article posté sur *Market Oracle*, Eric Encina observa :

'Un fait très rarement mentionné par les politiciens occidentaux et les experts médiatiques : la Banque Centrale de Libye est à 100% détenue par l'Etat [...] Actuellement, le gouvernement libyen fabrique sa propre monnaie, le dinar libyen, grâce aux installations de sa propre banque centrale. Peu de personnes peuvent remettre en question le fait que la Libye soit une nation souveraine avec de vastes ressources, capable d'alimenter son propre destin économique. Un problème majeur pour les cartels bancaires globalistes est que, pour faire des affaires avec la Libye, ils doivent passer par la Banque Centrale libyenne et par sa propre monnaie, un endroit où ils n'ont absolument aucun ascendant ou aucune capacité d'influence. Par conséquent, faire chuter la Banque Centrale de Libye (BCL) peut ne pas apparaître dans les discours d'Obama, de Cameron et de Sarkozy, mais cet objectif est certainement au sommet de l'ordre du jour globaliste consistant à absorber la Libye dans sa ruche de nations dociles.'¹⁷

La Libye n'a pas seulement du pétrole. Selon le FMI, sa banque centrale renferme environ 144 tonnes d'or dans ses coffres. Avec une telle réserve d'actifs, qui aurait besoin de la BRI [Banque des Règlements Internationaux], du FMI ou de leurs règles ? »¹⁸

La proposition récente de Kadhafi d'introduire un dinar or pour l'Afrique ravive l'idée d'un dinar or islamique émise en 2003 par le Premier Ministre malaysien Mahathir Mohamad, ainsi que par des mouvements islamistes.¹⁹ Cette idée, qui contrevient aux règles du FMI et qui est conçue pour les contourner, a eu du mal à être concrétisée.

Mais aujourd'hui, les pays stockant de plus en plus d'or plutôt que des dollars n'incluent pas seulement la Libye et l'Iran, mais également la Chine, la Russie et l'Inde.²⁰

Peter Dale Scott

02-05

3-6 Peter Dale Scott : La guerre en Lybie, le pouvoir américain et le déclin du système des pétrodollars.

La campagne actuellement menée par l'OTAN contre Kadhafi en Lybie a suscité beaucoup de confusion, autant chez ceux qui ont lancé cette campagne inefficace que chez ceux qui l'observent. Beaucoup de personnes pour lesquelles j'ai habituellement du respect la conçoivent comme une guerre nécessaire contre un « méchant » – bien que certains aient choisi de voir en Kadhafi le « méchant » tandis que d'autres désignent ainsi Obama. Au contraire, mon avis sur cette guerre est qu'elle est mal préparée et dangereuse – représentant une menace pour les intérêts des Libyens, des Américains, du Moyen-Orient et potentiellement du monde entier. Derrière la prétendue inquiétude concernant la sécurité des civils libyens réside une préoccupation plus profonde qui est à peine reconnue : la défense par l'Occident de l'économie globale des pétrodollars aujourd'hui en déclin. La confusion qui règne à Washington, incarnée par l'absence de discussion sur un objectif stratégique prépondérant pour justifier l'implication des Etats-Unis dans ce conflit, est symptomatique du fait que le Siècle américain touche à sa fin, et ce d'une manière autant prévisible à long terme qu'erratique et hors de contrôle dans son déroulement.

Confusion à Washington et à l'OTAN

Concernant le soulèvement de la Lybie, les opinions à Washington varient entre celles de John McCain – qui aurait exhorté l'OTAN à apporter « tous les moyens disponibles d'assistance, excepté des troupes au sol », afin de renverser Kadhafi¹ – et celles du député Républicain au Congrès Mike Rogers, qui a exprimé une grande préoccupation, y compris sur toute livraison d'armes à un groupe de combattants que l'on connaît peu.²

Nous avons pu observer la même confusion à travers le Moyen-Orient. En Egypte, une coalition d'éléments non-gouvernementaux a contribué à préparer la révolution non-violente dans ce pays, tandis que l'ancien ambassadeur des Etats-Unis Frank Wisner Jr. s'est rendu en Egypte afin de persuader Moubarak de s'accrocher au pouvoir. Pendant ce temps, dans des pays qui étaient d'un intérêt majeur pour les Etats-Unis comme la Jordanie et le Yémen, il est difficile de discerner une quelconque politique américaine cohérente.

Au sein de l'OTAN également, il règne une certaine confusion qui menace occasionnellement d'éclater en conflit ouvert. Des 28 membres composant l'OTAN, seulement 14 sont impliqués dans la campagne libyenne, dont seulement 6 dans la guerre aérienne. Parmi ces derniers, seulement trois pays – les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France – offrent un appui tactique aérien aux rebelles combattant au sol. Lorsque de nombreux pays membres de l'OTAN gelèrent les comptes en banque de Kadhafi et de ses proches soutiens, les Etats-Unis, par un acte suspect et peu exposé dans la presse, ont gelé l'intégralité des 30 milliards de dollars de fonds du gouvernement libyen auxquels ils avaient accès (voire plus bas pour de plus amples détails sur ce sujet).

L'Allemagne, nation la plus puissante de l'OTAN après les Etats-Unis, s'est abstenue lors du vote de la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; et son ministre des affaires étrangères, Guido Westerwelle, a depuis déclaré : « Nous ne verrons pas de solution militaire, mais une solution politique. »³

Un tel chaos aurait été impensable durant la période culminante de l'hégémonie des Etats-Unis. Obama semble paralysé entre son objectif déclaré – l'exclusion de Kadhafi du pouvoir – et les moyens dont il dispose, au vu de l'engagement coûteux des Etats-Unis dans deux guerres, et du fait de ses priorités de politique intérieure.

Afin de comprendre la confusion des Etats-Unis et de l'OTAN au sujet de la Lybie, nous devons observer d'autres phénomènes :

- L'alerte lancée par Standard & Poor's concernant l'imminence d'un abaissement de la notation des Etats-Unis.
- La hausse sans précédent du prix de l'or au dessus du seuil des 1500 dollars l'once.
- Le blocage politique aux Etats-Unis au sujet des déficits de l'Etat fédéral et des Etats fédérés, et comment agir dans cette situation.

En pleine remise en question libyenne de ce qu'il reste de l'hégémonie américaine, et en partie comme conséquence directe de la stratégie confuse des Etats-Unis en Lybie, le baril de pétrole a atteint les 112 dollars. Cette hausse de prix menace de ralentir ou même de renverser la reprise économique chancelante des Etats-Unis, et démontre en quoi – parmi de nombreuses autres raisons – la guerre en Lybie n'est pas en train de servir les intérêts nationaux des Etats-Unis.

Depuis le début, la confusion au sujet de la Lybie a été évidente à Washington, particulièrement depuis que la secrétaire d'Etat Clinton a défendu une politique de non-survol, que le Président Obama a déclaré ne vouloir envisager qu'en option, et contre laquelle le secrétaire à la Défense Gates a lancé des mises en garde.⁴ Il en a résulté une série de mesures temporaires, au cours desquelles Obama a justifié une réponse américaine limitée en désignant les implications astreignantes des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan.

Pourtant, malgré un enlisement s'installant au sein-même de la Lybie, une série de nouvelles escalades graduelles ont été envisagées, de la fourniture aux rebelles d'armes, de fonds et de conseillers jusqu'à l'introduction de mercenaires, voire même de troupes étrangères. Le scénario américain commence de plus en plus à ressembler à celui du Vietnam, où la guerre a aussi débuté sur une échelle modeste avec l'introduction secrète d'opérateurs puis de conseillers militaires.

Je dois avouer que le 17 mars, j'étais moi-même hésitant concernant la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui établissait ostensiblement en Lybie une zone de non-survol destinée à la protection des

civils. Mais depuis lors, il est apparu que la menace contre les rebelles incarnée par les troupes et la rhétorique de Kadhafi était bien moindre qu'elle n'était alors perçue. Pour citer le professeur Alan J. Kuperman : « [...] Le Président Barack Obama a grossièrement exagéré la menace humanitaire afin de justifier une action militaire en Libye. Le Président a avancé qu'une intervention était nécessaire afin d'éviter un 'bain de sang' à Benghazi, seconde ville de Libye et bastion des rebelles. Mais Human Rights Watch a publié des données concernant Misrata, troisième ville la plus peuplée de Libye qui a été le théâtre de combats prolongés. [Ces données] révèlent que Mouammar Kadhafi n'est pas en train de massacrer délibérément des civils mais plutôt qu'il cible étroitement les rebelles armés qui combattent contre son gouvernement. La population de Misrata est d'environ 400 000 habitants. En presque deux mois de guerre, seulement 257 personnes – incluant des combattants – sont morts là-bas. Parmi les 949 blessés, seulement 22 – soit moins de 3 % – sont des femmes. [...] De même que Kadhafi n'a jamais proféré la menace d'un massacre de civils à Benghazi, tel qu'Obama l'a prétendu. La mise en garde 'sans pitié' du 17 mars ciblait seulement les rebelles, comme il a été rapporté dans le *New York Times*, qui nota que le dirigeant de la Libye promît l'amnistie à ceux « qui jetteraient leurs armes ». Kadhafi a même offert aux rebelles une voie de détresse et une frontière ouverte avec l'Égypte pour éviter un combat 'à l'issue amère'. »⁵

L'histoire des interventions toujours en cours des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan suggère que nous devrions nous attendre à un lourd bilan humain si l'actuel enlèvement en Libye perdure ou donne lieu à des escalades supplémentaires.

Peter Dale Scott

Mardi 3 Mai 2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19